

> ECONOMIE

La leçon des expat'

> par Frédéric Pons

Les Britanniques sont parvenus à résoudre la quadrature du cercle "plein emploi, croissance, prospérité, redistribution sociale". Les réformes et l'ouverture ont permis de créer un modèle social gagnant. » Comme des milliers d'autres expatriés, lassés par « la France qui perd », Pascal Boris et Arnaud Vaisié ont fait à Londres l'expérience d'un modèle économique et social différent et ils ne finissent plus d'en chanter les louanges.

Dirigeants fondateurs du Cercle d'outre-Manche, ils ont publié, fin 2006, un rapport au titre en forme de programme : *My neighbour is rich ou Comment la France peut s'inspirer du réformisme permanent d'Albion pour accélérer son retour à l'emploi et à la croissance.*

En cinquante pages, bourrées de chiffres, ils passent au Kächer les illusions françaises et examinent le succès du modèle britannique, à moins de deux heures trente de Paris. Les deux pays ont la même population (60 millions d'habitants) et une structure de PIB comparable. Mais « avec un taux de chômage moitié moindre et un taux d'emploi de dix points supérieur, le Royaume-Uni compte 4 millions d'emplois supplémentaires ! Et le PIB par habitant, qui représentait 72 % de celui de la France en 1980, atteint aujourd'hui les 110 %, soit un supplément de richesse de 1 500 euros par personne et par an. »

Comment font-ils ? En comparant les

deux systèmes, les rédacteurs du rapport ont identifié les trois clés d'un modèle économique et social performant, d'une redistribution sociale efficace : « Un pays qui accepte l'économie de marché et la mondialisation et y trouve son compte ; un Etat à sa place qui stimule l'emploi et redistribue les richesses ; des gouvernements successifs qui réforment en permanence et en profondeur. »

L'enseignement majeur est là : quand la France répugne à penser libéral ou global, le Royaume-Uni s'accommode au contraire du libéralisme et de la mondialisation, tirant les bénéfices d'une abondance de capitaux et de main-d'œuvre. Un quart seulement des 347 établissements financiers agréés en Grande-Bretagne porte une majorité de capitaux britanniques, mais le pays est devenu, en 2005, le champion du monde des investissements directs étrangers (128 milliards d'euros), trois fois plus que la France (40 milliards) : « Ce n'est pas la nationalité de l'entreprise qui compte mais la richesse et les emplois créés. L'OPA est bonne si elle est créatrice d'emplois... Attirer les capitaux est un des objectifs majeurs d'une politique macroéconomique saine et ambitieuse. »

Le Cercle d'outre-Manche évoque l'« effet Wimbledon » : « Le Royaume-Uni a réussi à créer le plus grand tournoi de tennis du monde, même si peu de joueurs anglais y participent. Ce qui compte, c'est le succès du tournoi plus

Dans un rapport éloquent, le Cercle d'outre-Manche, qui regroupe Français expatriés au Royaume-Uni, livre les clés pour réformer la France et vaincre le chômage.

que la nationalité de ses champions. » Ils ne cachent pas que la mondialisation a son revers : les délocalisations.

Vu de Londres, ce n'est pas une catastrophe : « Elles sont moins dramatisées et permettent bien souvent au pays de garder son avantage compétitif en réintégrant sa population active nouvellement sans emploi dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée. » Le bilan des emplois industriels perdus à cause des délocalisations (en 2004) – 8 000 en France contre 100 000 au Royaume-Uni – est à comparer à celui des emplois créés dans les services (2005) : 106 000 en France, mais 300 000 au Royaume-Uni. Eloquent.

L'Etat n'est pas absent, mais à sa plus juste place : « Il est pro-business, mais ne gère pas le business. » L'Etat ne crée pas les richesses, il crée l'environnement qui les permet et fait en sorte d'attirer les meilleurs étudiants et les meilleurs actifs qualifiés. Gordon Brown, le successeur de Tony Blair au 10, Downing Street à la fin de ce mois, le dit : « Le gouvernement doit permettre aux entreprises de réussir et aux actifs de travailler. »

Quatre dispositifs « pro-business » ont permis cette situation de quasi-plein emploi. D'abord la remise au travail de la population active, sur cette idée simple : l'emploi crée la croissance. « Créer plus d'emplois pour créer plus de richesse pour tous et faire que le travailleur gagne mieux sa vie en travaillant qu'en restant inactif. » A Londres, le chômage est une étape, pas un état. « Le système des taxes et des prestations vise à ce que la situation financière des salariés soit meilleure que celle des chômeurs et qu'une augmentation de revenus ne soit pas pénalisante pour le nouveau travailleur. »

L'assouplissement des processus d'embauches et de licenciements est devenu une réalité, « afin que l'entreprise adapte facilement sa masse sala-

riale à son activité économique, et ne s'empêche pas d'embaucher par peur du poids financier, procédurier ou psychologique que peuvent entraîner les licenciements. »

Licencier plus facilement : voici que pointe le visage brutal de l'ultralibéralisme ! Que non, rassure le Cercle d'outre-Manche : « Au Royaume-Uni, le droit du travail est encadré autant qu'en France... Seulement, les indemnités que touche le salarié lors d'un licenciement sont davantage connectées aux réalités économiques de l'entreprise et, par la même occasion, le poussent à chercher du travail plus rapidement. » Le Cercle conclut sur cette pirouette presque provocatrice : « Le marché du travail est tel que c'est

l'employeur qui est en situation de précarité, tant les salariés sont volatils et constamment courtisés par les concurrents ! »

Le troisième dispositif pousse à la création d'entreprises et au soutien de leur croissance, grâce aux facilités offertes dans l'accès au capital, à la différence de la France où « il existe un trou d'investissement entre le financement de proximité de la famille et des amis et le capital-risque formel ». Deux fois plus d'entreprises naissent chaque année au Royaume-Uni qu'en France. Après dix ans, leur croissance est sept fois supérieure à celle des entreprises françaises.

La recette porte un nom : les *business angels* (anges des affaires), ces investisseurs individuels qui aident au décollage d'une entreprise, à la création d'emplois et de richesses. « Placez votre argent, on va vous défiscaliser », répète Gordon Brown.

La France ne compte que 3 500 *business angels* pour un potentiel de 280 millions d'euros. Le réseau britannique est estimé à 50 000, pour une capacité d'investissement de 7 milliards d'euros ! « Faute de capitaux fournis par ces investisseurs privés, la France se prive d'emplois : 100 000 par an. » Le Cercle voudrait inciter les investisseurs à placer leur argent dans les entreprises et moins dans les œuvres d'art : « Il faut repenser la vocation de l'ISF et en faire un tremplin pour l'incitation à l'investissement des *business angels*. »

Enfin, dernier héritage du blairisme dans la reconquête du marché de l'emploi : sa politique de ciblage (*targeting*)

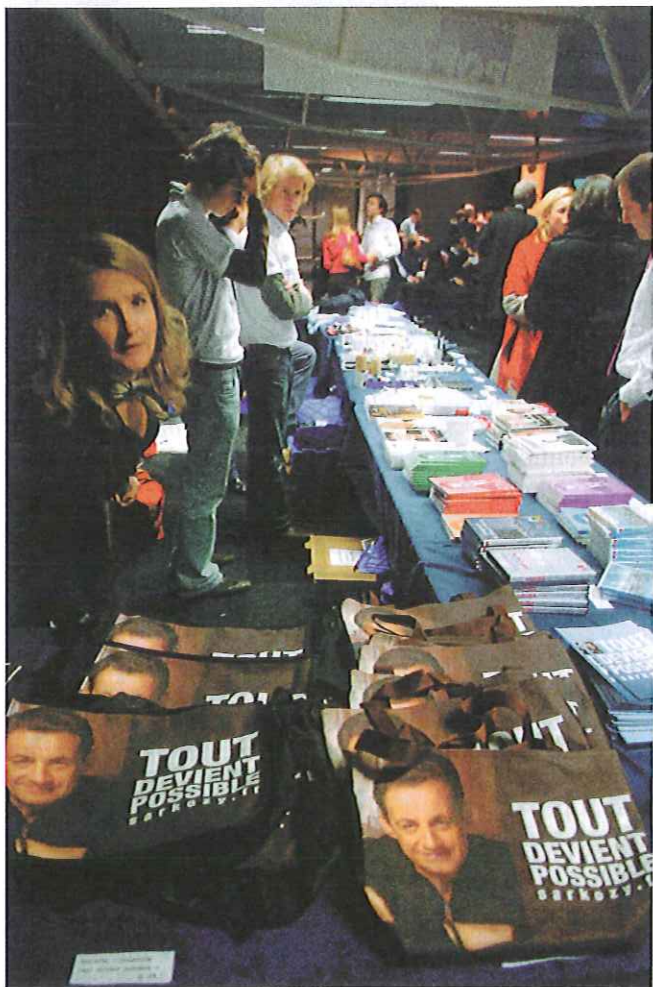
des chômeurs : « Chaque chômeur a ses maux, à chacun ses remèdes. » Le jeune, le plus de cinquante ans, le handicapé n'ont pas les mêmes besoins ni les mêmes attentes. Les méthodes de recherche d'emploi sont donc adaptées et les résultats probants : « Le chômage de masse n'est pas irréductible si les remèdes sont ciblés. »

Rien ne serait possible sans la culture gouvernementale britannique qui a jeté ses dogmes aux orties. A la fois pro-business et pro-Welfare, les deux partis de gouvernement, travailliste et conservateur, ont compris que « le plein emploi enrichit chaque individu et compense la différence de protection sociale. » Les deux partis s'accordent aujourd'hui sur l'essentiel : « Gouverner, c'est créer un environnement compétitif pour permettre aux talents de générer des richesses, de s'épanouir et de créer des emplois pour le plus grand nombre ; c'est redistribuer ces richesses et protéger les plus faibles et les plus pauvres, et assurer la stabilité du pays. »

Le dialogue social en Grande-Bretagne ne sort-il pas laminé de cette « obsession pro-business » ? Pas du tout, estime le Cercle. Instauré en 1999, le salaire minimum britannique a augmenté de 40 % en six ans et se trouve désormais au même niveau qu'en France. Il est négocié, lui aussi, chaque année avec des organisations professionnelles autrement plus représentatives qu'en France : 31 % de taux de syndicalisation au Royaume-Uni contre 8 % en France.

« A l'inverse, le dialogue social est pacifique et très prégnant, précise le Cercle. Grâce à Margaret Thatcher, puis à Tony Blair, le gouvernement s'est peu à peu retiré du jeu pour ne jouer que le rôle d'exécuteur de recommandations. En parallèle, les syndicats sont devenus plus pragmatiques et se sont ralliés à l'idée que la survie de l'entreprise est bonne pour l'emploi. » Bref, ils ont fait leur propre « révolution », tout comme les travaillistes l'avaient faite en adoptant le New Labour.

De notre côté de la Manche, socialistes et syndicats ont du chemin à parcourir. La bonne nouvelle, c'est que les conseillers économiques de Nicolas Sarkozy ont lu le rapport du Cercle d'outre-Manche. C'est une feuille de route. ●



A LA RENCONTRE DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER > Meeting de soutien à Nicolas Sarkozy au Old Billings Gate Market de Londres, le 30 janvier. Le candidat UMP a obtenu 40 % des voix au premier tour et 53,3 % au second.

HADI/SIPA